

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

# REQUÊTE

INTRODUCTIVE D'INSTANCE

enregistrée au Greffe de la Cour  
le 23 août 1989

SENTENCE ARBITRALE DU 31 JUILLET 1989

(GUINÉE-BISSAU c. SÉNÉGAL)

---

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

# APPLICATION

INSTITUTING PROCEEDINGS

filed in the Registry of the Court  
on 23 August 1989

ARBITRAL AWARD OF 31 JULY 1989

(GUINEA-BISSAU v. SENEGAL)

1989  
Rôle général  
n° 82

I. L'AMBASSADEUR DE GUINÉE-BISSAU  
AUPRÈS DU ROYAUME DES PAYS-BAS AU GREFFIER  
DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Bruxelles, le 23 août 1989.

J'ai l'honneur au nom du Gouvernement de la République de Guinée-Bissau et conformément au paragraphe 1 de l'article 40 du Statut de la Cour de vous transmettre une requête introductive d'instance contre le Gouvernement de la République du Sénégal.

Conformément à l'article 40 du Règlement de la Cour, le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau a désigné comme agent M. Fidélis Cabral de Almada, ministre d'Etat à la Présidence du Conseil d'Etat.

Le domicile élu de l'agent de la République de Guinée-Bissau est au siège de l'ambassade de la République de Guinée-Bissau à Bruxelles, sise 70, avenue Franklin Roosevelt, 1050 Bruxelles (Belgique).

(Signé) Bubacar TOURÉ,  
ambassadeur.

---

I. THE AMBASSADOR OF GUINEA-BISSAU  
TO THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR  
OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

*[Translation]*

Brussels, 23 August 1989.

On behalf of the Government of the Republic of Guinea-Bissau and in accordance with Article 40, paragraph 1, of the Statute of the Court, I have the honour to transmit to you herewith an Application instituting proceedings against the Government of the Republic of Senegal.

In accordance with Article 40 of the Rules of Court, the Government of the Republic of Guinea-Bissau has appointed as its Agent Mr. Fidélis Cabral de Almada, Minister of State attached to the Presidency of the Council of State.

The address for service of the Agent of the Republic of Guinea-Bissau is the Embassy of the Republic of Guinea-Bissau in Brussels, 70, Avenue Franklin Roosevelt, 1050 Brussels, Belgium.

*(Signed)* Bubacar TOURÉ,  
Ambassador.

---

## II. REQUÊTE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

Je soussigné, dûment autorisé par la République de Guinée-Bissau dont je suis l'ambassadeur accrédité auprès du Royaume des Pays-Bas, du Royaume de Belgique et de la Communauté économique européenne, ai l'honneur de me référer aux déclarations par lesquelles la République de Guinée-Bissau et la République du Sénégal ont accepté respectivement la juridiction de la Cour dans les conditions prévues à l'article 36, paragraphe 2, du Statut et, en vertu de la juridiction ainsi conférée à la Cour, de lui soumettre conformément à l'article 40 de son Statut et à l'article 38 de son Règlement une requête introduisant, au nom de la République de Guinée-Bissau, une instance contre la République du Sénégal dans l'affaire suivante :

### I. EXPOSÉ DES FAITS

1. La République de Guinée-Bissau peu de temps après son indépendance, qui date de 1973, a voulu dans un esprit de paix et de bon voisinage régler la question de la délimitation des territoires maritimes entre elle-même et les Etats voisins.

2. Les négociations avec le Sénégal commencèrent en 1977. La position du Sénégal refléta d'abord quelques incertitudes, puis, à partir de 1978, il tenta d'opposer à la Guinée-Bissau un échange de lettres passé en 1960 entre la France et le Portugal. La Guinée-Bissau ignorait l'existence même d'un tel accord conclu entre deux puissances tierces et non ratifié par le Portugal qui, de surcroît, ne l'avait publié ni à son journal officiel, ni au bulletin officiel de sa colonie de Guinée.

3. Ce texte, une fois porté à sa connaissance, apparut à la République de Guinée-Bissau :

- 1) principalement, comme lui étant inopposable en raison de la déclaration générale de table rase qu'elle avait faite à l'encontre des accords passés par la puissance coloniale ;
- 2) subsidiairement, comme étant entaché de grave invalidité eu égard aux règles du droit des traités comme aux règles présidant aux délimitations maritimes ;
- 3) en tout état de cause et de surcroît, comme étant insuffisant à régler les questions contemporaines puisqu'il ne délimitait que la mer territoriale, la zone contiguë et le plateau continental, mais non la zone économique exclusive, institution qui n'existait pas en 1960.

4. Après les nombreuses réunions d'une commission mixte dont les travaux furent longtemps infructueux, les deux Etats convinrent par un compromis d'arbitrage de soumettre le différend relatif à leur délimitation maritime à un tribunal arbitral.

Par ce compromis signé à Dakar le 12 mars 1985, il était prévu (art. 2) de poser à ce tribunal les deux questions suivantes :

- « 1) L'accord conclu par un échange de lettres, le 26 avril 1960, et relatif à la frontière en mer, fait-il droit dans les relations entre la République de Guinée-Bissau et la République du Sénégal ?

## II. APPLICATION OF THE REPUBLIC OF GUINEA-BISSAU

[Translation]

I the undersigned, duly authorized by the Republic of Guinea-Bissau of which I am the Ambassador accredited to the Kingdom of the Netherlands, the Kingdom of Belgium and the European Economic Community, have the honour to refer to the Declarations by which the Republic of Guinea-Bissau and the Republic of Senegal have respectively accepted the jurisdiction of the Court under the conditions set forth in Article 36, paragraph 2, of the Statute and, by virtue of the jurisdiction thus conferred upon the Court, to submit to it in accordance with Article 40 of its Statute and Article 38 of its Rules, an Application instituting proceedings brought by the Republic of Guinea-Bissau against the Republic of Senegal in the following case:

### I. STATEMENT OF THE FACTS

1. The Republic of Guinea-Bissau, shortly after its independence which dates from 1973, desired in a spirit of peace and good neighbourliness to settle the issue of the delimitation of the maritime territories between itself and the neighbouring States.

2. Negotiations with Senegal began in 1977. The position of Senegal was at first somewhat uncertain, and then, from 1978, it attempted to invoke against Guinea-Bissau a 1960 exchange of letters between France and Portugal. Guinea-Bissau was unaware even of the existence of such an agreement, concluded between two third Powers and not ratified by Portugal, which, moreover, had not published it either in its Official Journal or in the Official Bulletin of its colony of Guinea.

3. Once this text had been brought to its notice, it was apparent to the Republic of Guinea-Bissau

- (1) principally, that it could not be invoked against it, because of the general declaration of *tabula rasa* which it had made with regard to the agreements concluded by the colonial Power;
- (2) subsidiarily, that it was seriously lacking in validity, having regard to the rules of the law of treaties and the rules governing maritime delimitations;
- (3) in any event and in addition, that it was inadequate to settle the contemporary issues, as it only delimited the territorial sea, the contiguous zone and the continental shelf, but not the exclusive economic zone, an institution which did not exist in 1960.

4. After numerous meetings of a joint commission which, for a long time, failed to yield any results, the two States jointly consented, by an Arbitration Agreement, to submit the dispute relating to their maritime delimitation to an Arbitration Tribunal.

By this Agreement, signed in Dakar on 12 March 1985, it was provided (Art. 2) that the following two questions should be put to that Tribunal:

“(1) Does the agreement concluded by an exchange of letters on 26 April 1960, and which relates to the maritime frontier, have the force of law in the relations between the Republic of Guinea-Bissau and the Republic of Senegal?”

2) En cas de réponse négative à la première question, quel est le tracé de la ligne délimitant les territoires maritimes qui relèvent respectivement de la République de Guinée-Bissau et de la République du Sénégal? »

L'article 9 de ce compromis arbitral précisait que le Tribunal ferait connaître aux deux gouvernements sa décision quant aux questions énoncées à l'article 2 de ce compromis et que la décision devrait comprendre le tracé de la ligne frontière (au singulier) sur une carte.

5. Il découle de ces deux articles du compromis, d'une part que le Tribunal devait répondre à la deuxième question si la réponse à la première était partiellement ou totalement négative, d'autre part que les deux parties étaient d'accord pour qu'une même ligne partageât leurs plateaux continentaux respectifs et leurs zones économiques exclusives respectives, et qu'en tout état de cause la sentence devait être accompagnée d'une carte indiquant le tracé de cette ligne unique de délimitation. En employant le singulier les deux parties excluaient l'hypothèse de deux lignes différentes pour le plateau continental et la zone économique exclusive. Elles ont confirmé cette volonté, tant dans leurs écritures que dans leurs plaidoiries.

C'est à ces conditions bien précisées dans la demande formulée que la sentence, selon l'expression consacrée, devait être « définitive et obligatoire pour les deux Etats » (article 10 du compromis).

6. Chacune des parties procéda d'abord à la nomination d'un arbitre. La Guinée-Bissau désigna M. Mohammed Bedjaoui. Apprenant que le choix du Sénégal s'était porté sur M. André Gros, elle s'inquiéta de savoir si cette nomination présentait toutes les garanties de nécessaire impartialité d'un arbitre, compte tenu du fait que M. André Gros avait occupé les fonctions de directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères français, précisément pendant la période de négociation et de conclusion de l'échange de lettres franco-portugais qui se trouve au cœur du différend. Le Sénégal répondit qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter et persista dans ce choix.

Après la nomination un an plus tard de M. Julio Barberis comme président du Tribunal, la procédure écrite débuta. La procédure orale s'acheva au début du mois d'avril 1988. Le délibéré du Tribunal commença le 31 mai 1988 pour finir le 31 juillet 1989, soit seize mois après la clôture de la procédure orale.

Le texte supposé tenir lieu de sentence fut connu ce jour-là. L'arbitre André Gros était absent.

7. Le président Julio Barberis donna lecture du dispositif du texte par lequel le Tribunal par deux voix (la sienne, président du Tribunal, et celle de M. André Gros, absent ce jour-là) contre une (celle de M. Mohammed Bedjaoui) décidait que l'échange de lettres franco-portugais du 26 avril 1960, et relatif à la frontière en mer, faisait droit entre les deux Etats « en ce qui concerne les seules zones mentionnées dans cet accord, à savoir la mer territoriale, la zone contiguë et le plateau continental ».

8. Le président du Tribunal ajouta que la « sentence » était accompagnée d'une opinion dissidente de M. Mohammed Bedjaoui et que lui-même avait jugé bon de joindre à la « sentence » une déclaration précisant qu'il aurait répondu à la première question posée par le compromis arbitral en spécifiant que l'accord de 1960 ne faisait pas droit quant aux eaux de la zone économique exclusive et de la zone de pêche et que cette réponse aurait habilité le Tribunal à traiter la deuxième question posée par le compromis arbitral.

(2) In the event of a negative answer to the first question, what is the course of the line delimiting the maritime territories appertaining to the Republic of Guinea-Bissau and the Republic of Senegal respectively?"

Article 9 of that Arbitration Agreement specified that the Tribunal was to inform the two Governments of its decision regarding the questions set forth in Article 2 of that Agreement, and that the decision should include the drawing of the boundary line (in the singular) on a map.

5. These two Articles of the Agreement signify that the Tribunal was to answer the second question if its reply to the first was partially or wholly negative, and that the two parties were in agreement that a single line should divide their respective continental shelves and their respective exclusive economic zones and that, in any event, the award should be accompanied by a map showing the course of that single delimitation line. By employing the singular, the two parties excluded the possibility of two different lines, for the continental shelf and for the exclusive economic zone. They confirmed that such was their intention, both in their written pleadings and in their oral arguments.

It was on those conditions, clearly set forth in the request made, that the award was, in the hallowed formula, to be "final and binding upon the two States" (Article 10 of the Arbitration Agreement).

6. Each of the parties first proceeded to appoint an arbitrator. Guinea-Bissau designated Mr. Mohammed Bedjaoui. When it learned that Senegal had chosen to appoint Mr. André Gros, it was concerned whether that appointment totally guaranteed the impartiality required of an arbitrator, given the fact that Mr. André Gros had occupied the post of Director of Legal Affairs at the French Ministry of Foreign Affairs, precisely during the period of negotiation and conclusion of the exchange of letters between France and Portugal which lay at the heart of the dispute. Senegal replied that there was no cause for concern, and maintained its choice.

After the appointment, one year later, of Mr. Julio Barberis as President of the Tribunal, the written proceedings began. The oral proceedings came to an end at the beginning of April 1988. The Tribunal began its deliberations on 31 May 1988 and concluded them on 31 July 1989, i.e., 16 months after the close of the oral proceedings.

The text that was supposed to serve as an award was made known on that same day. The arbitrator André Gros was absent.

7. President Julio Barberis read out the operative part of the text by which the Tribunal by two votes (his own, as President of the Tribunal, and that of Mr. André Gros, who was not present that day) to one (that of Mr. Mohammed Bedjaoui), decided that the exchange of letters between France and Portugal on 26 April 1960, which related to the maritime boundary, had the force of law in relations between the two States "with regard solely to the areas mentioned in that agreement, namely the territorial sea, the contiguous zone and the continental shelf".

8. The President of the Tribunal added that the "award" was accompanied by a dissenting opinion of Mr. Mohammed Bedjaoui, and that he himself had thought it appropriate to append to the "award" a declaration making it clear that he would have answered the first question put by the Arbitration Agreement by indicating that the agreement of 1960 did not have the force of law with respect to the waters of the exclusive economic zone and the fishery zone and that that answer would have empowered the Tribunal to deal with the second question put by the Arbitration Agreement.

9. Le président du Tribunal après ces informations s'apprêtait à clore la séance, lorsque l'agent de la Guinée-Bissau intervint pour demander quelle était donc la réponse à la deuxième question posée par le compromis. Le président répéta qu'il n'y avait pas de réponse à la deuxième question.

L'agent de la Guinée-Bissau reprit alors la parole pour dire son étonnement devant une décision qui ne répondait pas aux exigences posées d'un commun accord par les deux parties.

Il ajouta que, en attendant une lecture complète des documents et la consultation de son gouvernement, il réservait la position de la Guinée-Bissau quant à l'applicabilité et à la validité de cette « sentence ».

La séance fut alors levée.

10. En prenant connaissance de l'ensemble du document remis (joint en annexe à la présente requête), le Gouvernement de la Guinée-Bissau constata :

- qu'au paragraphe 87 de la « sentence » il était dit que de l'avis du Tribunal la deuxième question n'appelaient pas une réponse de sa part et que le Tribunal n'avait pas jugé utile, étant donné sa décision, de joindre une carte comprenant le tracé de la ligne frontière ;
- que le contenu de la déclaration annexe du président n'avait pas seulement pour but d'indiquer quelques nuances dans le cheminement suivi pour aboutir à la décision qu'il avait votée (ce qui est le propre des opinions individuelles ou déclarations assimilées), mais qu'il traduisait la conviction de son auteur qu'il aurait dû répondre différemment à la première question posée au Tribunal. Le président ajoutait que la réponse à la première question n'étant que partiellement affirmative, le Tribunal aurait dû répondre à la deuxième. Il apparaissait clairement ainsi que la position qu'il décrivait comme sienne dans cette déclaration était incompatible avec celle à laquelle il s'était cependant rallié par son vote de la « sentence », et qui avait donné l'apparence d'une majorité ;
- que dans son opinion dissidente M. Mohammed Bedjaoui non seulement indiquait les voies par lesquelles il aboutissait à des conclusions totalement différentes lui permettant de tracer la ligne unique de délimitation maritime entre les deux Etats, mais évoquait au paragraphe 161 en guise de conclusion les raisons qu'il avait de s'interroger plus fondamentalement sur « l'existence d'une majorité et la réalité de la sentence ».

11. Le Gouvernement de la Guinée-Bissau (ainsi d'ailleurs que celui du Sénégal) se trouve donc devant la situation suivante :

- la majorité de 2 contre 1 n'était qu'apparente et se trouve détruite par la déclaration du président. L'analyse de l'ensemble du document met en lumière que les trois arbitres ont en réalité exprimé trois opinions différentes et inconciliables ;
- la prétendue décision est inapplicable sur le terrain, faute de la ligne unique demandée par les parties pour un règlement global de leur différend et toute tentative d'application risque d'être source de conflits.

12. Aussi, dès le 2 août 1989, la Guinée-Bissau dépêcha-t-elle à Dakar son ministre d'Etat à la Présidence et agent M. Fidélis Cabral de Almada auprès du président de la République du Sénégal pour faire savoir à celui-ci que, devant la situation créée par cette « sentence », il était nécessaire et urgent d'ouvrir des négociations et que la visite officielle du président de la République du Sénégal en Guinée-Bissau fixée depuis longtemps au 4 août offrait une excellente op-

9. The President of the Tribunal, having made these announcements, was preparing to close the sitting when the Agent of Guinea-Bissau intervened to ask what was the answer to the second question put by the Arbitration Agreement. The President repeated that there was no answer to the second question.

The Agent of Guinea-Bissau then took the floor once again to express his astonishment at a decision which did not satisfy the requirements laid down by agreement between the two parties.

He added that, pending a reading of the whole document and consultation with his Government, he reserved the position of Guinea-Bissau regarding the applicability and validity of that "award".

The sitting was then concluded.

10. From an examination of the whole of the document delivered (which is annexed to the present Application), the Government of Guinea-Bissau noted that:

- in paragraph 87 of the "award", it was stated that, in the opinion of the Tribunal, it was not called upon to reply to the second question and that the Tribunal, in view of its decision, had not thought it necessary to append a map showing the course of the boundary line;
- the content of the appended declaration by the President was not merely directed to indicating some differences in the reasoning leading up to the decision for which he had voted (which is what separate opinions, or similar declarations, are for), but it expressed its author's conviction that he should have given a different answer to the first question put to the Tribunal. The President added that, as the reply to the first question was only partially affirmative, the Tribunal should have given an answer to the second. It was thus clearly apparent that what he said in this declaration was incompatible with the position which he had endorsed by his vote in favour of the "award", and which had given the appearance of a majority;
- in his dissenting opinion Mr. Mohammed Bedjaoui not only indicated how he had come to totally different conclusions, which enabled him to define the single maritime delimitation line between the two States, but also, in paragraph 161, referred by way of a conclusion to the reasons why he had doubts, more fundamentally, as to "the existence of a majority and the reality of the award".

11. The Government of Guinea-Bissau (and, indeed, the Government of Senegal) accordingly finds itself confronted by the following situation:

- the majority of 2 to 1 was only apparent, and was demolished by the President's declaration. An analysis of the whole document makes it clear that the three arbitrators in fact expressed three different and irreconcilable opinions;
- the so-called decision is inapplicable in practice, in the absence of the single line which the parties had asked for in order to arrive at a comprehensive settlement of their dispute, and any attempt to apply it could well give rise to conflicts.

12. Moreover, as soon as 2 August 1989, Guinea-Bissau sent to Dakar its Minister of State attached to the Presidency, Mr. Fidélis Cabral de Almada, who was also its Agent, to approach the President of the Republic of Senegal in order to inform him that, given the situation resulting from this "award", it was necessary and urgent to initiate negotiations, and that the official visit of the President of the Republic of Senegal to Guinea-Bissau, a long-standing

portunité aux deux chefs d'Etat pour s'en entretenir. Parallèlement et pour répondre aux organes d'information du Sénégal qui, dès le 31 juillet au soir, donnaient une idée inexacte de la sentence, la Guinée-Bissau s'est vue obligée de rendre publique le 2 août une déclaration rétablissant la réalité, appelant à des négociations et marquant sa volonté de préserver ses droits.

13. Les autorités sénégalaises répondirent d'une part en annulant la visite du président de la République du Sénégal prévue à Bissau et d'autre part en soutenant que la sentence avait réglé définitivement le différend.

Enfin, lors d'une conférence de presse tenue à Dakar le 8 août, en présence du corps diplomatique spécialement invité à cet effet, le ministre des affaires étrangères du Sénégal et son agent dans cette affaire firent une déclaration aux termes de laquelle la zone concernée était désormais « partie intégrante du territoire sénégalais ».

14. Ainsi se trouve noué un nouveau différend relatif à l'applicabilité du texte rendu comme sentence le 31 juillet 1989.

## II. LA COMPÉTENCE DE LA COUR

15. La République de Guinée-Bissau et la République du Sénégal ont toutes deux accepté la juridiction obligatoire de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut, sans aucune réserve pertinente au regard de la présente requête.

## III. LES MOYENS DE DROIT INVOQUÉS PAR LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

16. En portant le différend devant la Cour, le Gouvernement de la Guinée-Bissau soutient les arguments suivants qu'il se propose de développer dans les pièces de procédure et plaidoiries ultérieures.

17. 1) L'article 4, paragraphe 2, du compromis arbitral signé entre les deux parties décidait, conformément aux règles générales du droit international public en matière d'arbitrage :

« Les décisions du Tribunal relatives à toutes questions de fond ou de procédure, y compris toutes les questions concernant la compétence du Tribunal et l'interprétation du compromis, seront prises à la majorité de ses membres. »

Or, sur les deux membres ayant constitué la majorité apparente ayant voté la sentence, l'un d'eux, le président du Tribunal, a indiqué dans sa déclaration annexe qu'il était en désaccord avec l'imprécision du texte voté et il a exprimé une conception de la compétence du Tribunal et de l'interprétation du compromis devant conduire à une décision de fond différente.

Le troisième arbitre s'est, quant à lui, totalement dissocié de cette majorité.

Dès lors il n'y a pas eu en réalité de majorité au sein du Tribunal ni sur sa compétence quant à l'interprétation du compromis, ni par voie de conséquence sur le fond.

Il en résulte, par application des principes généraux du droit et de la logique juridique, l'inexistence de toute sentence arbitrale.

arrangement scheduled for 4 August, afforded an excellent opportunity for the two Heads of State to discuss the matter. At the same time, and in order to respond to the information media of Senegal which, from the evening of 31 July, had been giving an incorrect account of the award, Guinea-Bissau felt obliged to make public, on 2 August, a declaration setting the record straight, calling for negotiations and stating its determination to preserve its rights.

13. The reaction of the Senegalese authorities was to cancel the scheduled visit of the President of the Republic of Senegal to Bissau, and to maintain that the award had brought about a definitive settlement of the dispute.

Finally, during a press conference held in Dakar on 8 August, in the presence of the diplomatic corps specially invited for the purpose, the Minister for Foreign Affairs of Senegal and that country's Agent in that case made a statement according to which the area in question was thenceforth an "integral part of the territory of Senegal".

14. A new dispute thus came into existence, relating to the applicability of the text issued by way of award on 31 July 1989.

## II. THE JURISDICTION OF THE COURT

15. The Republic of Guinea-Bissau and the Republic of Senegal have both accepted the compulsory jurisdiction of the Court in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute, without any reservation that is relevant in respect of the present dispute.

## III. THE LEGAL GROUNDS PUT FORWARD BY THE REPUBLIC OF GUINEA-BISSAU

16. On bringing the dispute to the Court, the Government of Guinea-Bissau puts forward the following arguments which it proposes to develop in its subsequent pleadings and oral presentations.

17. (1) Article 4, paragraph 2, of the Arbitration Agreement signed by the two parties determined, in accordance with the general rules of public international law relating to arbitration, that:

"The decisions of the Tribunal relating to all questions of substance or procedure, including all questions relating to the jurisdiction of the Tribunal and the interpretation of the Agreement, shall be taken by a majority of its members."

However, of the two members who constituted the apparent majority voting in favour of the award, one — the President of the Tribunal — stated in his appended declaration that he disagreed with the lack of precision of the text that had been voted, and he gave expression to a concept of the Tribunal's jurisdiction and of the interpretation of the Agreement that should lead to a different substantive decision.

The third arbitrator, for his part, completely dissociated himself from that majority.

It follows that there was in fact no majority within the Tribunal, neither on the issue of its jurisdiction with regard to the interpretation of the Agreement nor, as a consequence, upon the substantive issues.

It follows, by an application of the general principles of law and legal logic, that there is no arbitral award.

18. 2) Subsidièrement et si une quelconque existence était cependant reconnue à cette sentence, la Guinée-Bissau soutient qu'elle se trouve entachée de nullité au moins pour deux raisons :

- défaut de motivation
- et excès de pouvoir.

En effet le Tribunal a donné une réponse partielle à la première question posée par le compromis, aucune à la seconde et a omis de produire le tracé cartographique demandé.

Ce faisant, il a privé les parties de la solution à leur différend recherchée.

La double question posée au Tribunal était indivisible par la logique même des termes choisis.

La réponse en partie négative apportée à la première question appelait une réponse à la seconde question et la synthèse des deux réponses devait aboutir à la ligne unique recherchée.

Ne répondre que partiellement à la double question posée constitue un défaut d'exercer sa compétence. Cela équivaut aussi à un refus de répondre lui-même constitutif d'excès de pouvoir car la décision rendue ne correspond pas à la volonté commune des parties.

19. Il s'agit bien d'une violation de l'accord d'arbitrage par méconnaissance de ses dispositions.

La sentence est ainsi frappée de nullité pour violation du compromis d'arbitrage, des principes généraux du droit et des règles coutumières relatives à l'arbitrage international telles qu'elles résultent notamment de la convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des différends internationaux, de l'Acte général d'arbitrage de 1928, du modèle de règles sur la procédure arbitrale adopté par la Commission du droit international lors de sa dixième session en 1958 et du protocole du Caire du 21 juillet 1964.

Cet ensemble de règles impose en effet aux arbitres :

- de rendre une sentence entièrement motivée;
- de rendre une sentence susceptible d'application pratique;
- de rendre une sentence répondant uniquement aux questions posées et entièrement aux questions posées.

Le non-respect de ces règles est constitutif de nullité pour non-motivation et excès de pouvoir du Tribunal.

#### IV. DÉCISION DEMANDÉE À LA COUR

20. Sur la base de l'exposé des faits et des considérations de droit qui précèdent, le Gouvernement de la Guinée-Bissau, tout en se réservant le droit de compléter et d'amender le cas échéant les présentes conclusions pendant la suite de la procédure, et de présenter à la Cour une demande en indication de mesures conservatoires si celles-ci se révélaient nécessaires, prie la Cour de dire et juger :

- que cette prétendue décision est frappée d'inexistence par le fait que, des deux arbitres ayant constitué en apparence une majorité en faveur du texte de la « sentence », l'un a, par une déclaration annexe, exprimé une opinion en contradiction avec celle apparemment votée;
- subsidièrement, que cette prétendue décision est frappée de nullité, le Tri-

18. (2) Subsidiarily, and in the event of that award being nonetheless deemed to have any kind of existence, Guinea-Bissau maintains that it is null and void for at least two reasons:

- lack of reasoning
- *excès de pouvoir*.

The Tribunal gave a partial reply to the first question raised by the Agreement, gave no answer to the second, and failed to produce the cartographic line requested of it.

By so doing, it has deprived the parties of the settlement of their dispute for which they were seeking.

The two-fold question put to the Tribunal was indivisible, by the very logic of the terms employed.

The partly negative reply given to the first question required that a reply be given to the second question, and the synthesis of the two replies should have led to the single line which was being sought.

To reply only in part to the two-fold question put constitutes a failure to exercise jurisdiction. That is also tantamount to a refusal to answer which in itself constitutes an *excès de pouvoir*, as the decision reached does not correspond to the common will of the parties.

19. This is clearly a violation of the Arbitration Agreement by disregard of its provisions.

The award is accordingly rendered null and void by violation of the Arbitration Agreement, of the general principles of law and of the customary rules relating to international arbitration to be found *inter alia* in the Hague Convention for the Pacific Settlement of International Disputes of 18 October 1907, the 1928 General Act on Arbitration, the Model Rules on Arbitral Procedure adopted by the International Law Commission at its tenth session in 1958, and the Cairo Protocol of 21 July 1964.

This body of rules places arbitrators under an obligation:

- to make a fully-reasoned award;
- to make an award that can be applied in practice;
- to make an award that replies fully to the questions put, and to those questions only.

The consequence of failure to respect these rules is nullity for lack of reasoning and *excès de pouvoir* on the part of the Tribunal.

#### IV. DECISION REQUESTED OF THE COURT

20. On the basis of the above statement of the facts and considerations of law, the Government of Guinea-Bissau, while reserving the right to add to and amend the present submissions during the subsequent proceedings if appropriate, and to submit to the Court a request for the indication of provisional measures if they should prove to be necessary, asks the Court to adjudge and declare:

- that that so-called decision is inexistent in view of the fact that one of the two arbitrators making up the appearance of a majority in favour of the text of the “award”, has, by a declaration appended to it, expressed a view in contradiction with the one apparently adopted by the vote;
- subsidiarily, that that so-called decision is null and void, as the Tribunal did

- bunal n'ayant pas répondu complètement à la double question posée par le compromis, n'ayant pas abouti à une ligne unique de délimitation dûment portée sur une carte et n'ayant pas motivé les restrictions ainsi abusivement apportées à sa compétence;
- que c'est donc à tort que le Gouvernement du Sénégal prétend imposer à celui de la Guinée-Bissau l'application de la prétendue sentence du 31 juillet 1989.

Bruxelles, le 23 août 1989.

*(Signé)* Bubacar TOURÉ,  
ambassadeur de Guinée-Bissau  
auprès du Royaume des Pays-Bas,  
du Royaume de Belgique et de la Communauté  
économique européenne.

---

- not give a complete answer to the two-fold question raised by the Agreement and so did not arrive at a single delimitation line duly recorded on a map, and as it has not given the reasons for the restrictions thus improperly placed upon its jurisdiction;
- that the Government of Senegal is thus not justified in seeking to require the Government of Guinea-Bissau to apply the so-called award of 31 July 1989.

Brussels, 23 August 1989.

*(Signed)* Bubacar TOURÉ,  
Ambassador of Guinea-Bissau  
to the Kingdom of the Netherlands,  
the Kingdom of Belgium  
and the European Economic Community.

---

PRINTED IN THE NETHERLANDS